

ESQUISSE DE L'ÉDUCATION

6 TROISIÈME RÉPUBLIQUE (1998-2016)

Nous voici arrivés au terme de cette longue incursion dans l'univers pédagogique du Congo, des lointains Portugais du début du XVI^e siècle aux responsables de l'école d'aujourd'hui.

PAR FERNAND HESSEL

Kabila père, en chassant Mobutu de son trône vacillant en 1997, n'a pu en l'espace de trois années redresser grand-chose dans le secteur éducatif. Les pillages de 1991 et 1993 avaient déjà fortement affaibli le système. Et le départ quasi général des coopérations, la coopération belge en tête, avait privé celui-ci d'appuis précieux, surtout au plan de la conception des moyens d'enseignement. L'université avait continué à bénéficier de quelques très modestes appuis, sous forme d'une bonne dizaine d'apports directs d'universités belges, question d'éviter que la flamme académique ne s'éteigne.

Quant à l'enseignement primaire et secondaire, il était pour ainsi dire complètement abandonné à son sort, sauf dans des domaines marginaux où les ONG sont les plus aptes à agir, visant à encadrer ici les enfants des rues, appelés communément shegue, là les orphelins, là-bas les enfants-soldats, ailleurs encore les enfants-sorciers, lesquels se muent facilement en brigands, appelés 'koluna', terrorisant certaines cités.

Si le nouveau régime parvint à réinstaurer la paix, il n'eût pas le temps d'entamer une œuvre de reconstruction, car très vite une nouvelle rébellion éclatera au nord et à l'est qui fera replonger le système éducatif dans la misère, renvoyant aux calendes grecques les belles résolutions de la Conférence nationale souveraine de 1992.

● Kabila fils, en succédant dans la précipitation à son père, dut investir toute son énergie pour mettre un terme à la rébellion qui avait fini par rendre le pays

ingouvernable. Les Congolais avaient les yeux fixés sur les assises de Sun-City, qui accoucheront d'un régime assez biscornu, dit 4 plus 1. Une fois mieux assis et devenu seul maître du pays, à la suite des premières élections, le jeune Kabila ne fera pas de l'éducation son premier challenge. Pour preuve, au terme de ses trois mandats, les objectifs du Millénaire qui impliquaient entre autres l'éducation primaire pour tous et l'égalité d'accès à l'école pour les filles et les garçons, sont loin d'être atteints en 2015. Beaucoup s'en faut au Congo où la scolarisation des enfants, en dépit de la Constitution de 2006 et de la nouvelle loi-cadre de 2014 (faisant suite à celle de 1986) régissant l'enseignement national. En soixante ans le Congo a formé théoriquement assez d'enseignants dans ses écoles normales (primaires, secondaires et supérieures) pour une scolarisation intégrale au primaire, mais ne dispose ni des classes, ni du budget pour prendre en charge

tous les enfants en âge d'école. Et on ne parle ici que de quantité et non de qualité de l'enseignement. Les solutions proposées, à des fins surtout politiques, sont parfaitement illusoire.

L'ONU, qui n'est jamais à court de slogans, parle maintenant d'Objectifs du Développement durable (une sorte de deuxième volet des OMD dont les résultats sont attendus pour 2030) Patience donc, sous les tropiques ! Cela dit, ne perdons pas de vue que cette scolarisation forcée peut générer des effets pervers. Privilégier la quantité par rapport à la qualité, si le budget éducatif, les moyens d'enseignement et les maîtres ne suivent pas, c'est risquer d'affaiblir tout le système.

Quand on apprend par exemple qu'après la réduction drastique du nombre d'établissements d'enseignement post-secondaire par la fermeture en 2015 de 174 unités, il subsiste sur le territoire 764 (nombre communiqué oralement par le ministère en charge) universités et écoles supérieures, il ne faut pas se faire d'illusion sur la qualité du plus grand nombre d'entre elles.

● Mobutu déjà avait échoué à atteindre son objectif 80, annoncé pendant dix ans à cor et à cri. La moitié des petits Congolais en firent les frais. On invoqua la crise pétrolière, la baisse du marché des matières premières.



Ngweshe, EP de Mulgane

AU CONGO



Complexe scolaire privé La Sagesse, Mont Ngafula, 2009

Il eût surtout fallu mettre en cause la zairianisation de toutes les entreprises commerciales en 1973, laquelle aura pour effet, moins de vingt ans plus tard, les pillages de 1991 et de 1993, qui firent tant de mal aux infrastructures éducatives. Kabila renversa le Maréchal, décrédibilisé et malade, et instaura, plein d'ambition, la troisième république.

Il n'eut pas le temps de faire autre chose que d'apaiser les esprits, car une nouvelle rébellion venue de l'est coupera à nouveau le pays en deux pour de nombreuses années (MLC à l'Equateur, RCD au Kivu et en province Orientale).

Autant de situations peu propices à la paix des écoles. Et occasion par excellence pour la création d'établissements sauvages, en dessous de la dignité d'une institution d'éducation. Les cinq chantiers que le fils ouvrira ne conduiront toutefois qu'à la construction de quelques rares nouvelles écoles, plus souvent pour motif politique que pédagogique.

L'insatisfaction des enseignants au plan salarial fit que la qualité de l'enseignement ne marquât aucun progrès (le salaire de l'enseignant moyen ne dépassera pas les 100 \$ par mois). L'effet bénéfique des grands rouages, huilés jusqu'en 1990 par la coopération internationale, surtout belge, tels le SECOPE pour la maîtrise des salaires, l'IGE pour le contrôle du système, le CEREDIP pour l'élaboration des moyens d'enseignement, le SERNAFOR pour la formation continuée des enseignants et l'IFCEPS pour le perfectionnement des cadres de l'en-

Ce que Léopold II n'avait pas prévu, c'est que bon nombre de cerveaux, se laisserait tenter par les offres faites par l'Occident. On trouve de brillants intellectuels Congolais dans un grand nombre de pays du monde, mais hélas trop peu dans leur propre pays.

seignement, ne furent plus d'un grand secours. Le deuxième mandat officiel de Kabila, déjà contesté au départ, évoluera vers un mal-être de la population, qui fait qu'aujourd'hui il est vain de vouloir redresser quoi que ce soit.

Saluons toutefois le bel effort pour rafraîchir les grandes écoles et l'engagement de construire de nouvelles unités (en 2014 projet de 257 millions USD sur fonds propres pour 1000 écoles). Et surtout l'effet bénéfique du projet PARSE, financé par la banque mondiale. Sans oublier l'appui de la Coopération anglaise, qui contre toute attente (de quiconque n'est pas initié aux arcanes de la géopolitique), avoisine globalement celui de la coopération belge.

A cela s'ajoute que le privé à son tour, mais surtout dans les villes, s'ingénie à pallier les carences, avec un succès certain ici et là. Auxquels il sied d'assimiler les écoles consulaires dans la capitale et dans quelques grandes villes. →

● La Coopération belgo-congolaise a apporté un appui de première force à l'enseignement congolais depuis les premières années de l'indépendance, par action directe sur le terrain ou par l'attribution de bourses. Son ralentissement brusque en 1990, pour des raisons plutôt politiques, bien que certaines voix parmi les plus autorisées eussent commencé à mettre en doute l'utilité de la coopération depuis une bonne décennie, persuadées que tout ce qui n'était pas fait par les Congolais eux-mêmes l'était fait en vain. La reprise de la coopération structurelle en 2001, au Palais de la Nation, dans la salle même où Lumumba avait ouvert le 30 juin 1960 la boîte de Pandore où étaient enfermées les misères coloniales, libérant du même coup les démons qui allaient envenimer régulièrement les relations bilatérales, restera modeste au plan éducatif.

Les grands services dont question ci-dessus n'en bénéficièrent pas. L'opération Livre unique (par classe et pour chaque écolier du primaire) qui eût pu apporter une solution durable au problème de l'absence de moyens d'enseignement, offrant par la même occasion à chaque Congolais un livre de référence durable et une mini-bibliothèque pour la vie, ne vit pas le jour.

Pour des raisons d'urgence politique, le projet réclamant un certain nombre d'années de mise en œuvre, car il comprenait à terme la relance des imprimeries à vocation scolaire, la mise sur pied d'un bureau de rédacteurs de manuels scolaires et de mise à disposition permanente de manuels, fut remplacé par quelques actions ponctuelles de diffusion de livres de français et de mathématique. Le one shot en éducation n'a jamais été une bonne manière de préparer l'avenir.

Seul l'enseignement technique retint encore l'attention de la commission mixte, pour quelques années seulement. Puis l'enseignement secondaire à son tour fut complètement délaissé. Seules quelques grandes universités bénéficièrent encore d'appuis, par le biais du VLIR (universités néerlandophones) et du CIUF (universités francophones), sans oublier le modeste appui de l'APEFE (Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger) et du VVOB (Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelings-

samenwerking en Technische Bijstand). La Coopération technique belge, qui est le bras exécutif de la Coopération belge, eut encore vers 2010 une belle occasion d'assainir le terrain en refondant la carte scolaire et en recensant tous les enseignants du pays (RECS), aux frais de la Coopération britannique (DFID), mais pour des raisons diverses le projet avorta, privant la Belgique d'une sortie prestigieuse du terrain éducatif.

● L'absence de progrès ne doit pas être interprétée pour autant comme une indifférence des pouvoirs publics à la problématique de la formation de la jeunesse congolaise. Depuis 1960 les pédagogues cherchent à définir le profil du Congolais à former. Les efforts entrepris en 2010 par le MEPSP (ministère en charge de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel) témoignent d'une conscience aigüe de la situation insatisfaisante de l'éducation nationale. En outre le MEPSP démontra par là qu'il avait de l'avance sur le MESU, en charge de l'enseignement supérieur et universitaire, de même que sur le MAS, en charge des affaires sociales, les trois ministères ayant l'ambition de conjuguer leurs efforts dans un proche avenir pour attaquer le problème avec efficacité. La prise de conscience du MEPSP a inspiré un Plan intérimaire de l'Education auquel d'innombrables experts ont apporté leur compétence, avec lucidité et créativité. Aucun problème n'a été occulté. Dix programmes sont élaborés, constituant l'épine dorsale de l'éducation scolaire, avec pour chacun un diagnostic courageux, une brochette d'objectifs pertinents et une stratégie efficace (voir énoncé des dix programmes ci-contre).

● Pour sortir du marasme pédagogique, déjà dénoncé à maintes reprises, le PIE avait pour but de mobiliser à brève



Une insulte à l'université!

échéance des moyens financiers disponibles au Fonds mondial pour l'Education à Washington. Le coût du plan se chiffrait à 371.076.235 USD. Les trois experts internationaux, dont l'auteur du présent article, appelés à valider le plan pour l'information des bailleurs à pied d'œuvre au Congo et du FME n'eurent aucune peine à en établir le bien-fondé. Autant de belles formules, qui viennent s'ajouter à toutes celles déjà imaginées depuis 1960 (le Congo a il est vrai une propension à opérer des valseuses d'étiquettes pour mieux cacher la vérité du terrain), diront les pessimistes, qui se solderont par un statu quo, pour ne pas dire un recul, accentué par l'augmentation rapide de la population (on est passé de 15 millions à 60 millions en un demi-siècle). Il est vrai que la Conférence nationale souveraine de 1992 avait déjà posé le bon diagnostic lequel sera cerné davantage encore par les Etats généraux de l'Education de 1996. Les outils étaient déjà prêts au moment où commence la troisième république, mais vingt ans plus tard on cherche en vain les signes du grand redressement.

Bel effort diront les optimistes, de la part de ceux qui croient encore en l'avenir serein de leur pays et qui savent aujourd'hui que celui-ci relève pour l'essentiel de leur propre responsabilité.

● Le survol rapide de la contribution des Belges, tous partenaires confondus, au processus éducatif au Congo avait aussi pour but d'éclairer la lanterne de tous ceux qui s'obstinent à penser que 1960 marqua l'arrêt brutal de l'essor de l'éducation des masses congolaises, si bien amorcé sous le régime colonial. Sans doute les Belges ne portent pas de grande responsabilité dans cette lente dégradation du système éducatif congolais, eux qui, entre 1885 et 1960, avaient réussi la performance de pousser l'enseignement des masses congolaises jusqu'à un sommet en Afrique (60 % des enfants avaient leur place à l'école, avec banc, livre et encrier). Cette performance appelle toutefois un léger bémol : l'encadrement scolaire colonial n'était pas à l'abri d'un certain paternalisme, qui voulait que tout soit donné à l'écolier, lequel a développé insidieusement chez les parents le sentiment que l'Etat avait tous les devoirs et que leur rôle se limitait

à lui confier leurs enfants.

Cette disposition des parents a pesé lourdement sur l'essor de l'école congolaise d'après 60. Aujourd'hui encore la performance du gouvernement ne va guère au-delà de la liquidation de maigres salaires aux enseignants. Nombreux sont les villages où l'on trouve d'une part une église coquette, construite en matériaux durables avec l'aide des fidèles, et d'autre part une école délabrée ne bénéficiant que de résistibles appuis de la part des parents. Il est un fait que la qualité de l'enseignement un demi-siècle plus tard est loin d'avoir égalé celle qui prévalait en 1960. Pour des raisons budgétaires, liées à l'accroissement rapide de la population scolarisable, mais aussi pour des raisons liées à la gouvernance du secteur, sans oublier les impératifs politiques propres aux régimes qui se sont succédé. Il n'échappe à aucun observateur, fût-il d'une extrême bonne volonté, que la pyramide scolaire congolaise est loin d'être stabilisée. Et sans doute le cercle vicieux bien connu mettra des générations à cesser ses effets pervers : à enseignement de base faible, enseignement universitaire faible, lequel à son tour vient affaiblir encore davantage l'enseignement de base.

● La décentralisation en cours depuis 2015, certes en application de la Constitution mais mise en vigueur un peu à la hâte pour des motifs d'urgence politique, a pour ambition de simplifier la tâche des éducateurs. Le MEPSP avait par bonheur pris les devants, en instaurant

Cela fait mal aux Belges qui se passionnent pour le Congo de constater qu'aucune université de la RDC ne figure dans le top 100 en Afrique :

UNIKIN = 153e, UNILU = 232e, UNIKIS = 387e, UNIBU = 485e.

C'est une terrible déception pour tous ceux qui se sont investis dans l'éducation, surtout qu'en 1960 l'Université de Lovanium était une des plus prestigieuses d'Afrique subsaharienne.

Journals Consortium

depuis une bonne dizaine d'années des entités administratives décentralisées, plus qu'il n'y avait de nouvelles provinces inscrites au programme de la réforme de la territoriale, pour cause de doublement dans certaines grandes agglomérations, comme Kinshasa.

Mais les provinces présentent des potentiels très divergents. Le risque est grand d'assister à l'émergence d'une éducation nationale à plusieurs vitesses, différente d'une province riche à une province pauvre, d'une école de ville à une école de brousse, d'une école dont la langue d'enseignement est le français dès la primaire à une école qui maîtrise mal le français ou qui diffère son apprentissage faute de maîtres compétents.

En conclusion, on ne peut que louer l'apport de la Belgique à l'essor de l'éducation au Congo (qui était le but premier du survol qui s'achève ici), de l'Etat indépendant du Congo de Léopold II à la République démocratique du Congo de Kabila, sans égard pour les verrous que l'Histoire a l'habitude de fermer entre les grandes périodes de développement du pays, comme si du jour au lendemain l'éducation changeait de nature (les meilleures écoles en 2016 sont toujours celles que fondèrent les colonisateurs). Les mots tirés par le Père Ekwa du rapport de la Banque du Congo de 1959: « Sans doute est-il permis à la Belgique de considérer son oeuvre avec la joie que procure le travail bien fait. » valent pleinement pour l'enseignement.

Et c'est peut-être dans ce secteur que la performance a été la plus grande. Les paroles de Léopold II, lointain fondateur de l'Etat congolais n'ont pas été trahies : « C'est dans la réussite de l'éducation que je vois le couronnement de la tâche entreprise par les nôtres. » Ce que Léopold II n'avait pas prévu c'est que bon



Classes en ligne à Ikela

nombre de cerveaux, formés à grands frais, localement et dans les pays amis du Congo, se laisserait tenter trop souvent par les offres, certes plus alléchantes mais moins honorables, faites par l'Occident. <On trouve de brillants intellectuels Congolais dans un grand nombre de pays du monde, mais hélas trop peu dans leur propre pays, où les besoins en éducation sont pourtant les plus criants.

Quand on voit combien la plupart des infrastructures (industrielles, commerciales et administratives) ont souffert depuis 1960, combien de budgets ont été malmenés ou détournés, quand on voit le peuple congolais ne récolter que pauvreté de son immense richesse, quand on voit surtout le faible impact, soixante ans plus tard, des écoles de village sur l'essor du développement local, force est de conclure que ce que la Belgique a réussi le mieux c'est ce qu'elle a mis dans la tête des Congolais, c'est son investissement dans l'éducation. ■

Sources

- Archives personnelles de l'auteur
- Ekwa bis ISAL, M., s.j., L'école trahie, Cadicec, 2004
- RDC, MEPSP, Plan intérimaire de l'Education, 2011
- Photos tirées de la photothèque de l'auteur et d'Internet

Contact

fernandhessel@hotmail.com

Plan intérimaire de l'Education

- 1 Appui aux communautés locales pour le préscolaire
- 2 Universalisation progressive du primaire
- 3 Renforcement des capacités d'accueil du système
- 4 Amélioration de l'efficacité interne
- 5 Revalorisation de la fonction enseignante
- 6 Fourniture de supports pédagogiques
- 7 Optimisation des programmes d'études
- 8 Renforcement de l'enseignement technique et professionnel
- 9 Accompagnement de la décentralisation
- 10 Renforcement des capacités institutionnelles et humaines